Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures m'informe que cette question a été considérée, au niveau ministériel, mais qu'aucune décision n'a été prise pour le moment.

Je me permets d'ajouter que j'ai fortement l'impression que les allégations que le député a faites tout à l'heure, relativement à la conduite des fonctionnaires de notre ambassade là-bas, sont tout à fait gratuites.

M. Valade: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

Je dois, en vue de rectifier le compte rendu, dire que je n'ai jamais allégué que l'ambassade du Canada en Espagne avait manqué à son devoir. J'ai dit que les parents des victimes s'étaient adressés, ici au Canada, au ministère des Affaires extérieures et que celui-ci ne s'était pas intéressé à cette question.

Je désire poser de nouveau la question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A-t-il l'intention de s'intéresser à cette question et de fournir l'assistance nécessaire aux parents des victimes, soit sous forme de transport aérien gratuit, soit sous forme d'aide financière, afin que les dépourvues mortelles puissent être rapatriées le plus tôt possible?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, me permettez-vous d'ajouter quelques mots à ce qu'a dit le premier ministre? Nous avons accordé beaucoup d'attention à l'horrible tragédie qui a eu lieu en Espagne. Notre ambassade a fourni tous les secours possibles. Je me suis demandé si nous pourrions contribuer de quelque façon au rapatriement des corps des victimes. Je ne crois pas qu'il nous soit possible de participer aux frais de transport par avion, mais nous envisageons d'autres solutions.

[Français]

M. Valade: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Puisque les parents des victimes m'ont demandé ce que pourrait faire le gouvernement dans un avenir rapproché, afin de les assurer que les dépouilles mortelles soient rapatriées, je demanderais à l'honorable ministre de préciser...

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable député de Skeena.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

LES SERVICES CONSULTATIFS ET LES TRAVAILLEURS MIS À PIED

[Traduction]

M. Frank Howard (Skeena): Je voudrais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. S'étant engagé hier à faire connaître à la Chambre les activités de ses services consultatifs de la main-d'œuvre dans les secteurs où il y a eu des mises à pied, comme par exemple à la General Motors en Ontario ainsi qu'au

[M. Valade.]

Québec, le ministre peut-il maintenant nous renseigner dans le plus grand détail sur les initiatives de son ministère en l'occurrence?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Je le ferai volontiers si la Chambre me le permet. En ce qui concerne la General Motors à Sainte-Thérèse...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je dirai au ministre que sa réponse doit être aussi brève que possible. J'ai l'impression qu'il se lance maintenant dans une déclaration qui devrait se faire à l'appel des motions. La durée de la période des questions étant restreinte, j'aimerais bien que les questions, de même que les réponses, soient aussi courtes que possible.

L'hon. M. Lang: Merci monsieur l'Orateur. Je crois avoir laissé entendre hier...

M. Broadbent: J'invoque le règlement...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de d'Oshawa-Whitby veut invoquer le Règlement.

M. Broadbent: Étant donné l'importance de la question à l'heure actuelle, je me demande si nous pourrions obtenir le consentement unanime de la Chambre pour revenir à l'appel des motions.

M. l'Orateur: A l'ordre. La parole est au ministre.

L'hon. M. Lang: Nous sommes en cause dans un si grand nombre de situations, et chaque mise à pied revêt de l'importance. Si nous faisons chaque fois une déclaration à l'appel des motions, la Chambre y consacrerait tout son temps.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: C'est vrai.

M. Muir: C'est ce qui arrive avec un tel gouvernement.

L'hon. M. Hees: De nombreuses usines doivent fermer, à cause de l'incurie du gouvernement actuel.

L'hon. M. Lang: D'autre part, je consentirais volontiers à n'importe quel moment...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Dartmouth-Halifax-Est invoque-t-il le Règlement?

M. Forrestall: Oui, monsieur l'Orateur. Je suis sûr que le ministre voudra dissiper l'impression qu'il vient de nous donner. Si, par exemple, il fait allusion au chômage dans le comté de Guysborough, en Nouvelle-Écosse où le taux atteint les 90 p. 100, je crois qu'il doit des excuses à ces gens.

M. l'Orateur: A l'ordre. Bien entendu, il ne s'agit pas d'un rappel au Règlement. Je dois à nouveau prévenir les députés que si nous continuons de nous arrêter à des rappels au Règlement et à des questions de privilège pendant les 40 minutes, il se trouvera encore à la fin de la période des questions une vingtaine de députés qui n'auront pu interpeller le gouvernement. Pour l'instant, le ministre a encore la parole.